

au paiement des pensions des vieillards dans les autres provinces. Ainsi les taxes payées dans Québec et les trois Provinces maritimes sont employées, pour une partie, au paiement des pensions de vieillesse dans les autres provinces, elles aident à secourir les vieillards des autres provinces.

Oserai-je dire, monsieur l'Orateur, que cette situation est radicalement fautive, que l'objection est sérieuse. Un jour ou l'autre, il faudra certainement recourir à une législation remédiate; car en équité il ne me semble point qu'on puisse me contredire.

Je n'insisterai pas sur ce point difficile. Le parti auquel j'ai l'honneur d'appartenir étudie attentivement cette question et il aura, je crois, assez prochainement, l'honneur de réparer cette injustice et d'établir un régime plus équitable, en obtenant du gouvernement fédéral une part plus considérable et plus importante des pensions. Ce sera de sa part une générosité extraordinaire, il faut bien le dire, mais qui viendra en son temps.

Il est opportun de secourir les vieillards qui ont travaillé toute leur vie pour le bien du pays.

La circonscription électorale que je représente en ce Parlement est urbaine et rurale. On rencontre, surtout dans les villes, de nombreux chefs de familles qui ont consacré toute leur existence à des tâches obscures, mais indispensables et nécessaires, de l'organisme économique. Souvent, ils eurent de nombreux enfants à élever; souvent ils durent dépenser tout leur salaire pour vêtir, nourrir, loger ces enfants, pour leur donner l'instruction voulue. Quelquefois ils gagnaient des salaires peu élevés et ils étaient absolument incapables, malgré toute l'économie possible, de mettre de l'argent de côté. Quelquefois aussi, ils avaient réussi à déposer de modestes sommes à la banque, mais les mauvaises années sont venues; ils ont manqué de travail, ils ont dû dépenser l'argent économisé.

Je ne dirai pas, monsieur l'Orateur, toutes les façons qu'il y a de rester pauvres à soixante-dix ans, car il faudrait parler de la maladie, des infirmités, des accidents, de toutes les sortes de malheurs qui se produisent dans les familles et dont l'existence des hommes est continuellement parsemée. Qu'il me suffise d'affirmer, et tout le monde en conviendra, que dans la plupart, dans la majorité des cas, les ouvriers étaient de bonne volonté, l'ambition n'a pas fait défaut, ni la volonté, mais le hasard et la chance ont été contre eux.

Cependant, ne l'oublions pas, pendant ce temps-là ils travaillaient au bien général de la société, ils étaient utiles au pays.

J'insistais tout à l'heure sur le fait que les villes comptent peut-être plus de cas de ce genre que les campagnes. Les cultivateurs ca-

[M. Laurin.]

nadiens ont presque tous de belles fermes ou un beau bien, comme ils disent. Devenus âgés et impotents, lorsqu'ils ne peuvent plus exécuter les travaux de la ferme, ils continuent à vivre avec leurs enfants, entourés de soins, et finissent paisiblement leur existence dans une modeste aisance. Les vieillards des villes sont moins bien partagés. Avec la vieillesse viennent aussi l'impotence souvent complète et la pauvreté absolue. Positions instables, lutte pour la vie trop dure, pain qui manque dans la maison, voilà ce que l'on trouve malheureusement trop souvent.

C'est en faveur de ces déshérités de la vie que j'ai voulu élever la voix aujourd'hui pour retenir l'attention de cette Chambre. Les paroles que je viens de prononcer, mes électeurs les approuvent de tout cœur, je le sais. Ma sympathie en faveur des vieillards pauvres est semblable à la leur, elle s'est alimentée aux mêmes spectacles de misère et de souffrance.

Je ne suis pas le seul d'ailleurs, dans cette Chambre, à partager ces sentiments. Plusieurs de mes collègues ont les mêmes idées que moi. Et j'espère que tous ensemble, en réunissant nos efforts, nous pourrions préparer pour tous les vieillards du Canada un avenir meilleur et plus paisible.

Monsieur l'Orateur, presque tous les jours du pays, au lendemain de la grande victoire du parti conservateur, célébraient les mérites et la longue carrière de l'homme d'Etat que le pays venait de placer à la gouverne de ses activités. Les publications conservatrices disaient leur reconnaissance émue au grand chef dont le programme "Canada First" avait ouvert à notre parti, dans la vieille province de Québec, un débouché à nos aspirations nationales et communiqué à notre cause un nouvel essor: elles ont loué le bienfaiteur et le vainqueur de cette merveilleuse éclaircie qu'il a faite à travers le pays.

Je dis, pour conclure, que je vois dans notre parti la certitude plus grande d'une vie nationale, individuelle et collective.

La faiblesse des gouvernements dominés par la peur de passer pour rétrogrades ou celle de provoquer les clameurs de la presse adverse, mais qui ne craignaient pas d'apeurer nos femmes et nos jeunes filles par la menace de guerre n'existant que dans leurs imaginations fertiles, et la crainte de l'opinion publique maintiennent encore dans la réserve ceux-là dont les idées sont le plus opposées à notre régime, mais qui ont connu les colères d'un peuple qu'ils ont trompé tant de fois.

C'est une consolation de penser et de constater que notre bon peuple sait discerner ceux qui le servent véritablement, tandis qu'il honnit et rejette avec horreur ceux qui le flagnent pour le mieux asservir.